



## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 ENTENTES SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES (ERTG).....	4
1.4 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	4
1.5 COMPTE RENDU.....	4
1.6 LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES .....	5
1.7 TERMES–CLÉS.....	5
1.8 DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS – UTILISATEURS FACULTATIFS .....	7
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....</b>	<b>7</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	7
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	10
2.3 .....	10
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....	10
2.4 LOIS APPLICABLES .....	10
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....</b>	<b>11</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	11
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>13</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	13
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	14
<b>PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>16</b>
<b>A. OFFRE À COMMANDES.....</b>	<b>16</b>
6A.1 OFFRE.....	16
6A.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	16
6A.3 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES .....	17
6A.4 RESPONSABLES.....	17
6A.5.....	18
UTILISATEURS FÉDÉRAUX DÉSIGNÉS .....	18
6A.6 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	19
6A.7 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES (INSTRUCTIONS POUR UTILISATEURS DÉSIGNÉS).....	20
6A.8 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	21
6A.9 PAIEMENT EFFECTUÉ PAR CARTE D'ACHAT .....	21
6A.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	21
6A.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	21
6A.12 PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – MISE DE CÔTÉ.....	22
6A.13 LOIS APPLICABLES.....	22
6A.14 DISTRIBUTION DE CATALOGUES .....	22
<b>B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>23</b>
6B.1 BESOIN.....	23
6B.2 DÉFINITIONS : INTERPRÉTATION, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	23
6B.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	24
6B.4 DURÉE DU CONTRAT.....	24

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PD-17FITN/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PD-17FITN

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pd041.E60PD-17FITN

Id de l'acheteur - Buyer ID  
pd041  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6B.5	PAIEMENT .....	25
6B.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	25
6B.7	ASSURANCES.....	25
6B.8	PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – MANQUEMENT DE LA PART DE L'ENTREPRENEUR .....	25
<b>ANNEXE A</b>	.....	<b>26</b>
	<i>BESOIN</i> .....	26
1.	ÉQUIPEMENT DE MUSCULATION .....	26
2.	ÉQUIPEMENT CARDIOVASCULAIRE .....	27
3.	DIVERS ET POIDS LIBRES.....	28
4.	RÉADAPTATION.....	29
<b>ANNEXE B</b>	.....	<b>31</b>
<b>ANNEXE C DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES</b>	.....	<b>32</b>
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	32
<b>ANNEXE D DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES</b>	.....	<b>33</b>
	PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION.....	33
<b>ANNEXE E</b>	.....	<b>35</b>
	INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LE RAPPORT ÉLECTRONIQUE D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES .....	35
<b>ANNEXE F-</b>	.....	<b>38</b>
	CONDITIONS GÉNÉRALES 2009 – OFFRES À COMMANDES – BIENS OU SERVICES– UTILISATEURS AUTORISÉS....	38
<b>ANNEXE G</b>	.....	<b>44</b>
	2015A - CONDITIONS GÉNÉRALES - BIENS – UTILISATEUR AUTORISÉ (COMPLEXITÉ MOYENNE) .....	44
<b>APPENDICE 1</b>	.....	<b>60</b>
	INSTRUCTIONS POUR COMPLÉTER LE MODÈLE D'OFFRE FINANCIÈRE ÉLECTRONIQUE (EFOT) .....	60

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
Partie 3	Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :  6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;  6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent les exigences, le tableau des coordonnées des représentants, TEOF- Tableau électronique d'offre financière, les Instructions pour remplir le rapport électronique d'utilisation de l'offre à commande, Conditions générales 2009 – Utilisateurs autorisés; Conditions générales 2015A– Utilisateurs autorisés, les instruments de paiement électronique, et les termes clés.

Les Appendices comprennent les Instruction pour remplir le tableau d'offre financière.

### **1.2 Sommaire**

#### **1.2.1 Besoin**

Le Canada désire établir des offres à commandes principale par région pour la fourniture et la livraison d'équipement de conditionnement physique commercial divisée en 4 groupes (Appareils de musculation, cardiovasculaire, divers et poids libres et réadaptation) à l'intention d'utilisateur fédéral désigné et d'utilisateur provincial ou territorial désigné qui pourront en faire la demande selon les besoins. La période de l'offre à commandes sera pour une période de un (1) an avec le droit de prolonger l'offre pour deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an selon les mêmes termes et conditions de l'offre.

Vous trouverez ci-dessous une liste des provinces qui ont manifesté leur intérêt à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes :

- Ontario

- Nouvelle-Écosse
- L'Île du Prince Édouard
- Nouveau- Brunswick

Seuls les utilisateurs autorisés pourront passer des commandes subséquentes à cette offre à commandes. Une liste des utilisateurs autorisés sera fournie à Partie 7 paragraphe A7.8 - Utilisateurs autorisés.

### 1.2.2 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

### 1.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

La présente demande d'offre à commandes (DOC) vise à établir des offres à commandes principales et nationales (OCPN) pour la livraison du besoin décrit dans les présentes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans les zones visées par des ERTG au sein du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Québec, ou du Labrador devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des offres à commandes subséquentes.

### 1.4 Exigences relatives à la sécurité

La classification de sécurité de la présente offre à commandes est « NON CLASSIFIÉ ». Toutefois, l'offrant doit traiter comme étant confidentiel, pendant et après la prestation des biens ou des services à forfait, tout renseignement à caractère confidentiel pour les affaires du Canada, auquel ses employés ou ses agents ont accès.

Les clauses relatives aux commandes subséquentes comprennent un article intitulé « Exigences relatives à la sécurité ». Le responsable de l'offre à commandes ou l'utilisateur désigné qui passe une commande subséquente peut, à sa discrétion, faire état d'exigences relatives à la sécurité.

Dans le cas où aucun offrant satisfait aux exigences de sécurité, l'utilisateur désigné devra prendre des mesures nécessaires pour:

- a) faciliter une solution à court terme en escortant les employés du titulaire de l'offre sur les lieux ou un arrangement de livraison alternative pour les offrants;
- b) faciliter une solution à long terme en commanditant l'enregistrement de l'offrant (s) au niveau approprié au Programme de sécurité industrielle.

Veuillez consulter le site du Programme de sécurité industrielle pour plus d'information: <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

### 1.5 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## 1.6 Loi sur les langues officielles

La *Loi sur les langues officielles* précise que TPSGC doit fournir, aux autres ministères et organismes de l'État, des services dans la langue de travail de leur région. Les régions de l'Atlantique, du Québec, de la capitale nationale (RCN), le nord et l'est de l'Ontario sont des régions prescrites en vertu de la Loi et sont donc désignées comme régions bilingues pour ce qui est de la langue de travail.

Pour respecter cette exigence, tous les offrants à l'échelle du Canada qui déposent des offres pour des régions désignées bilingues doivent fournir des catalogues dans les deux langues officielles et être en mesure d'offrir des services bilingues dans ces régions, par exemple pour les demandes de renseignements, la passation des commandes, etc.

## 1.7 Termes-clés

**TPSGC** - Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

**DOCPR** - Demande d'offre à commandes principale et régionale

**OCPR** - Offre à commandes principale et régionale

**RCN** - Région de la capitale nationale

**TEOF** - Tableau électronique d'offre financière

**Catalogue** – Livre ou brochure en version électronique ou papier, possiblement illustré, qui contient les détails des articles offerts des soumissionnaires, quel qu'en soit son titre.

**Bilingue** – Relevant des deux langues officielles du Canada, l'anglais et le français.

### Définitions

Dans l'offre à commandes, à moins que le contexte exige autre chose

**Utilisateur autorisé** – veut dire un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur provincial/ territorial désigné tel que spécifié dans l'offre à commande qui est autorisé de faire une commande subséquente de l'offre à commandes

**Utilisateur fédéral désigné**- Le responsable de l'offre à commandes est l'autorité contractante pour les commandes subséquentes émises par un utilisateur fédéral désigné et les contrats qui en découlent.

**Utilisateur provincial ou territorial désigné** - L'utilisateur provincial ou territorial désigné qui émet la commande subséquente est l'autorité contractante pour cette commande subséquente et le contrat qui en résulte.

**Les « entités du secteur MESS »** sont des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux d'une province. Il s'agit notamment d'administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, de commissions scolaires, d'entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que de toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

### Information générale

L'Offrant fournira et livrera aux utilisateurs autorisés les biens, les services ou les deux décrits dans l'offre à commande, conformément au prix établi dans la présente offre à commandes si et lorsque

N° de l'invitation - Solicitation No.  
E60PD-17FITN/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PD-17FITN

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pd041.E60PD-17FITN

Id de l'acheteur - Buyer ID  
pd041  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

l'utilisateur autorisé demande ces biens, services ou les deux, conformément aux conditions énoncées dans l'offre à commandes.

### **Relation mandant-mandataire**

Le Canada n'agit pas à titre de mandataire pour l'utilisateur désigné par une province ou un territoire et l'utilisateur désigné par une province ou un territoire n'agit pas à titre de mandant du Canada. En passant une commande subséquente à l'offre à commande, l'utilisateur désigné par une province ou un territoire assume toutes les responsabilités et obligations associées avec la passation et la gestion de cette commande subséquente.

### **Aucune obligation**

L'utilisateur provincial ou territorial désigné n'a aucune obligation d'utiliser l'offre à commandes.

### **Clause d'exclusion**

En présentant une offre, l'offrant consent à ne faire valoir aucune réclamation, action ou cause d'action, ou plainte et reconnaît qu'il lui sera interdit de déposer toute réclamation, action ou plainte contre Sa Majesté la Reine du chef du Canada au titre de dommages, d'une réclamation, de coûts, d'intérêts, de pertes, d'occasions perdues ou de préjudices, quelle que soit leur nature, découlant de l'attribution d'une commande subséquente à une offre à commandes et du contrat subséquent, lorsque cette commande subséquente est attribuée par un « utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire ». L'offrant reconnaît et accepte que l'attribution d'une commande subséquente fait en sorte que l'utilisateur désigné de la province ou du territoire devient l'autorité contractante. À ce titre, il est responsable de tout problème contractuel connexe ou autre pouvant survenir à la suite de l'attribution de la commande subséquente à l'offre à commandes.

## 1.8 Divulgarion de renseignements – Utilisateurs facultatifs

L'offrant reconnaît que les entités du secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) qui n'ont pas été désignées comme des utilisateurs autorisés de la présente offre à commandes (appelés ci-après « utilisateurs facultatifs ») pourraient vouloir se procurer, pour leurs propres besoins, des biens, des services ou les deux qui sont décrits dans la présente offre à commandes (ci-après dénommés « produits livrables »).

Si un utilisateur facultatif communique avec l'offrant pour acheter une partie ou la totalité des produits livrables (ci-après appelée « demande »), l'offrant entrera en négociation avec cet utilisateur facultatif. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur facultatif pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de l'administration de son propre contrat avec l'utilisateur facultatif. Il ne réorientera pas vers le Canada les questions contractuelles qui pourraient surgir avec l'utilisateur facultatif. Ces questions contractuelles pourraient notamment concerner la négociation, l'administration et l'exécution des contrats.

L'offrant n'aura pas le pouvoir d'obliger le Canada à créer un partenariat, une coentreprise ou un organisme entre le Canada et l'utilisateur facultatif. L'offrant ne doit pas se présenter à l'utilisateur facultatif comme un agent ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme la partie d'un accord distinctif ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

Les « utilisateurs facultatifs » sont des entités du secteur MESS qui n'ont pas été autorisées par leurs provinces respectives à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les « entités du secteur MESS » sont des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux d'une province. Il s'agit notamment d'administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, de commissions scolaires, d'entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que de toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.



Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2006, (2017-04-27) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le document 2006 est modifié comme suit :

- L'article 5, intitulé Présentation des soumissions est modifié comme suit :
  - Le paragraphe 1 est supprimé entièrement et remplacé par ce qui suit : Le Canada exige que chaque soumission, à la date et à l'heure de clôture ou sur demande de l'autorité contractante, par exemple dans le cas d'une soumission acheminée par l'entremise du service Connexion postal, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si une soumission est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article intitulé Coentreprise.
  - L'alinéa 2.d est supprimé entièrement et remplacé par ce qui suit : de faire parvenir sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions précisé de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), comme il est indiquée dans la demande de soumissions;
  - L'alinéa 2.e est supprimé entièrement et remplacé par ce qui suit : de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, l'adresse de l'expéditeur, le numéro de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement visibles sur la soumission.
- L'article 6, intitulé Soumissions déposées en retard, est supprimé entièrement et remplacé par ce qui suit : En ce qui a trait aux soumissions transmises autrement que par l'entremise du service Connexion postal, TPSGC retournera sur demande les soumissions livrées après la date et l'heure stipulées sur la demande de soumissions dans les 60 jours civils suivant la date de clôture de la demande de soumissions, à moins que ces soumissions ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées à la section intitulée Soumissions retardées.
- L'article 7, intitulé Soumissions retardées, est modifié comme suit :
  - Le paragraphe 1 est modifié pour insérer ce qui suit :
    - d. un indicateur de date et d'heure de l'envoi par l'entremise du service Connexion postal de la SCP.

- L'article 8, intitulé Transmission par télécopieur, est modifié comme suit :
  - Le titre est supprimé et remplacé par ce qui suit : Transmission par télécopieur ou par l'entremise du service Connexion postal
  - Le paragraphe 3 est supprimé entièrement et remplacé par ce qui suit : Une soumission transmise par télécopieur constitue l'offre officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article Présentation des soumissions.
  - Le paragraphe 4, intitulé Connexion postal, est ajouté et inclut les points suivants :
    - a. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises par l'entremise du service Connexion postal.  
[https://www.canadapost.ca/web/fr/products/details.page?article=epost\\_connect\\_send\\_a](https://www.canadapost.ca/web/fr/products/details.page?article=epost_connect_send_a)
    - b. Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion postal, le soumissionnaire doit demander au Module de réception des soumissions de l'administration centrale de TPSGC par courriel (à l'adresse [TPSGC.DGAreceptiondessoumissions-ABBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.DGAreceptiondessoumissions-ABBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)) d'ouvrir une conversation Connexion postal au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le soumissionnaire doit fournir le numéro de la demande de soumissions dans la correspondance. TPSGC lancera alors une conversation Connexion postal qui permettra par la suite au soumissionnaire de transmettre sa soumission électroniquement avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions. Pour ce qui est des demandes reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
    - c. Le numéro de la demande de soumissions doit être identifié dans le champ réservé au Message dans toutes les transmissions électroniques.
    - d. Il est à noter qu'une adresse canadienne doit être fournie pour l'utilisation du service Connexion postal. Si le soumissionnaire n'a pas d'adresse canadienne, il peut utiliser celle du Module de réception des soumissions qui se trouve à la page 1 de la demande de soumissions aux fins d'enregistrement au service Connexion postal.
    - e. En ce qui a trait aux soumissions transmises par l'entremise du service Connexion postal, le Canada ne sera responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, il n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
      - i. réception d'une soumission brouillée ou incomplète;
      - ii. disponibilité ou condition du service Connexion postal;
      - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
      - iv. retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
      - v. défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
      - vi. illisibilité de la soumission;
      - vii. sécurité des données incluses dans la soumission; ou
      - viii. incapacité d'établir une conversation électronique dans Connexion postal.
    - f. Une soumission transmise par l'entremise du service Connexion postal constitue l'offre officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article intitulé Présentation des soumissions.

## 2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

### 2.1.1.1 Condition du matériel

Le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et(ou) du numéro de pièce pertinent, en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

### 2.1.1.2 Appareillage Electrique

Tout appareillage électrique fourni dans le cadre du contrat doit être, avant la livraison, certifié ou approuvé aux fins d'utilisation selon les exigences du [Code canadien de l'électricité](#), Partie 1, par un organisme accrédité par le Conseil canadien des normes.

### 2.1.1.3 Prix et (ou) taux fermes

L'offrant doit proposer des prix, des taux fermes ou les deux qui s'appliqueront pour toute la période de l'offre à commandes.

## 2.2 Présentation des offres

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ou acheminées par Connexion postel de la Société canadienne des postes (SCP) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent consulter l'article 8 des Instructions uniformisées 2006 tel qu'indiqué dans l'article ci-dessus, intitulé Instructions, clauses et conditions.

**En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.**

## 2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## 2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

## PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

### 3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique une (1) copie papier *et* une (1) copie électronique sur CD, DVD

Section II : offre financière une (1) copies papier *et* une (1) copie électronique sur CD, DVD

Section III: attestations une (1) copie papier.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Les offrants peuvent déposer des offres pour une (1) ou plusieurs des régions suivantes (excluant les régions faisant l'objet d'une revendication territoriale) :

- 1) **Région de la Colombie-Britannique** : Toutes les localités de la province de la Colombie-Britannique avec un code postal qui commence avec la lettre V.
- 2) **Région d'Alberta** : Toutes les localités de la province de l'Alberta avec un code postal qui commence avec la lettre T.
- 3) **Région de la Saskatchewan** : Toutes les localités de la province de Saskatchewan avec un code postal qui commence avec la lettre S.
- 4) **Région du Manitoba** : Toutes les localités de la province du Manitoba avec un code postal qui commence avec la lettre R.
- 5) **Nord de l'Ontario (bilingue)** : Toutes les localités de la province de l'Ontario avec un code postal qui commence avec la lettre P.
- 6) **Ontario Sud et Sud Centrale(SSC)**: Toutes les localités de la province de l'Ontario avec un code postal qui commence avec les lettres L, M et, N.
- 7) **Est de l'Ontario et Région de la Capitale Nationale - RCN (bilingue)** : Toutes les localités de la province de l'Ontario qui commence avec la lettre K et toutes les localités de la province du Québec qui commence avec les trois premiers caractères : J9A, J9B, J9E, J9H, J9J, J8L, J8M, J8N, J8P, J8R, J8T, J8V, J8X, J8Y, J8Z, J0W, J0X.
- 8) **Région du Québec** : Toutes les localités de la province du Québec avec un code postal qui commence avec les lettres G, H et J, excluant les codes postaux identifiés ci-haut dans la partie de la Région de la Capitale Nationale- RCN.
- 9) **Terre-Neuve-et-Labrador** : Toutes les localités de la province de Terre-Neuve et Labrador avec un code postal qui commence avec la lettre A.
- 10) **Nouveau Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard (bilingue)** : Toutes localités de les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Ile du Prince Édouard avec un code postal qui commence avec les lettres C et E.

**11) Nouvelle-Écosse :** Toutes les localités de la province de la Nouvelle-Écosse avec un code postal qui commence par la lettre B.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

**Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

L'offrant doit soumettre les documents suivants avec leur offre :

- a) L'offrant doit remplir tous les champs du document «en blanc» ou « à remplir, où il est indiqué de fournir des renseignements.
- b) L'offrant doit présenter un profil d'entreprise, montrant qu'il a la capacité d'exécuter la portée complète du besoin, tel que décrit dans le besoin.
- c) Chacun des éléments ci-dessous doivent être adressé:
  - a. l'historique de l'entreprise;
  - b. leur statut de concessionnaire autorisé pour les produits offerts;
  - c. leur capacité de respecter la garantie du fabricant relativement aux produits offerts;
  - d. leur mode de livraison (par une flotte de véhicules ou un transporteur indépendant);
  - e. une description des stocks de l'entreprise et de son infrastructure d'entreposage;
  - f. une description du système de gestion et de suivi des commandes;
  - g. la nature de sa participation à des programmes écologiques, s'il y a lieu

**Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec le Tableau électronique d'offre financière- TEOF.

### **3.1.1 Paiement électronique de factures - offre**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### **3.1.2 Fluctuation du taux de change**

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

## **Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### **4.1.1 Évaluation technique**

##### **4.1.1.1 Critères techniques obligatoires**

Les exigences techniques obligatoires seront évaluées conformément à l'annexe A.

#### **4.1.2 Évaluation financière**

##### **4.1.2.1 Évaluation des prix – Equipement de conditionnement physique Commercial**

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Pour chaque région et chaque groupe

- a) Le prix des articles des offrants sera noté selon une formule fondée sur l'écart payé entre le prix offert et le prix stable le plus bas offert.
- b) Le prix le plus bas (L) pour un article obtiendra 100 % des points.

- c) Chaque autre prix stable (P) sera noté en fonction de la note obtenue suite à l'application de la formule suivante  $= (1 - ((P/L) - 1)) * 100$ .

Exemple :

Prix de 2300 \$ pour un article dont le prix stable le plus bas (P) est 2000 \$ représentant une indemnité de 15 %  $(1 - ((2300/2000) - 1)) * 100 = 85$  points.

$$\text{Score} = (1 - ((2300/2000) - 1)) * 100$$

$$\text{Score} = (1 - (1.15 - 1)) * 100$$

$$\text{Score} = (1 - 0.15) * 100$$

$$\text{Score} = 0.85 * 100$$

$$\text{Score} = 85$$

- d). On calculera la moyenne des notes de tous les articles offerts par l'offrant pour établir une note moyenne totale. La note moyenne totale sera arrondie à deux décimales près.

#### 4.2 Méthode de sélection

Dans le cas où un soumissionnaire a fourni une offre techniquement recevable dans les trois groupes suivant (musculature, Cardiovasculaire, divers et poids libres), les mesures suivantes seront appliquées:

- Le meilleur score pour chaque groupe seront regroupées afin de déterminer la meilleure note possible;
- Le score final du soumissionnaire pour chaque groupe seront regroupées afin de déterminer le meilleur score total;
- Si le plus haut score total offerte n'est pas moins de 5 points en-dessous le meilleur score possible, l'initiateur avec la plus haute note totale sera recommandée pour l'offre;

Dans tous les autres cas, la mesure suivante sera appliquée:

- Pour chaque regroupement, l'offrant avec la proposition technique recevable ayant le score le plus élevé sera recommandé pour attribution d'un contrat.

### PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

#### 5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

### 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas écartée du processus d'approvisionnement.

### 5.2 Attestations préalables à l'attribution d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être fournis avec l'offre, mais peuvent être fournis plus tard. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires n'est pas complet et présenté selon les exigences, le responsable de l'offre à commandes indiquera à l'offrant un délai à l'intérieur duquel il devra fournir ces renseignements. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas écartée du processus d'approvisionnement.

#### 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](http://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi.html) » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'[Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail \(http://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi.html\)](http://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi.html).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](http://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi.html) » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.



## **PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **6A.1 Offre**

**6A.1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

#### **6A.2 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **6A.2.1 Conditions générales**

[2005 \(2017-06-21\)](#), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### **6A.2.2. Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et les services fournis aux utilisateurs fédéral désignés et aux utilisateurs provincial ou territorial désignés en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats des utilisateurs autorisés, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;  
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;  
Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;  
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être soumises par courrier électronique tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes à [RapportsOACPD.SOARreportingPD@gc.ca](mailto:RapportsOACPD.SOARreportingPD@gc.ca). Les données doivent être soumises au plus tard 15 jours civils après la fin de la période de déclaration.

Les rapports seront soumis à validation. Dans le cas où les rapports présentés tel qu'indiqué à l'Annexe «D», le responsable de l'offre à commandes ou la personne déléguée informera l'offrant de sa non-conformité et peut, à sa discrétion, mettre en suspens une offre à commandes.

### **6A.3 Durée de l'offre à commandes**

#### **6A.3.1 Période de l'offre à commandes**

La période de l'offre à commandes est à partir de la date d'émission de l'OC pour une période d'un (1) an avec la possibilité de prolonger pour deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an.

#### **6A.3.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire de un (1) an, aux mêmes conditions et selon la fixation des prix indiqués dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

#### **6A.3.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)**

L'offre à commandes (OC) vise à établir la livraison du besoin décrit dans le cadre de l'OC aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans ces zones devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des offres à commandes subséquentes.

#### **6A.3.4 Points de livraisons**

La livraison du besoin sera effectuée selon le document de l'offre à commandes.

### **6A.4 Responsables**

#### **6A.4.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Nathalie Lamothe  
Titre : Agente d'Approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements

Adresse : Place du Portage, Phase III, 6A2  
11 Laurier Street  
Gatineau, Québec K1A 0S5

Téléphone : 819-420-9939  
Télécopieur : 819-956-3814  
Courriel : [Nathalie.lamothe@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Nathalie.lamothe@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

#### 6A.4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

#### 6A.4.3 Représentant de l'offrant (à compléter par l'offrant)

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Numéro sans-frais : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

#### 6A.5 Utilisateurs fédéraux désignés

Les utilisateurs fédéraux désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11.

#### Utilisateurs provinciaux ou territoriaux désignés

Les utilisateurs provinciaux ou territoriaux désignés suivants sont les seules entités autorisées à passer des commandes subséquentes à cette offre à commandes.

(à insérer)

#### Divulgence d'information – Utilisateurs facultatifs

L'offrant reconnaît que les entités du secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) qui n'ont pas été désignées comme des utilisateurs autorisés de la présente offre à commandes (appelés ci-après « utilisateurs facultatifs ») pourraient vouloir se procurer, pour leurs propres besoins, des biens, des services ou les deux qui sont décrits dans la présente offre à commandes (ci-après dénommés « produits livrables »).

Dans l'éventualité où un utilisateur facultatif communique avec l'offrant pour se procurer une partie ou l'ensemble des produits livrables (action ci-après nommée « demande »), l'offrant entamera des négociations avec cet utilisateur facultatif. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur facultatif pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de l'administration de son propre contrat avec l'utilisateur facultatif. Il ne réorientera pas vers le Canada les questions contractuelles qui pourraient surgir avec l'utilisateur

facultatif. Ces questions contractuelles pourraient notamment concerner la négociation, l'administration et l'exécution des contrats.

L'offrant ne dispose d'aucun pouvoir permettant de contraindre le Canada à former un partenariat, une coentreprise ou un organisme avec l'offrant. L'entrepreneur offrant ne doit pas se présenter comme un agent ou un représentant du Canada à l'utilisateur facultatif.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme la partie d'un accord distinctif ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

Les « utilisateurs facultatifs » sont des entités du secteur MESS qui n'ont pas été autorisées par leurs provinces respectives à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les « entités du secteur MESS » sont des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux d'une province. Il s'agit notamment d'administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, de commissions scolaires, d'entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financées par le secteur public, ainsi que de toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées.

## **6A.6 Procédures pour les commandes subséquentes**

### **Instrument de commande subséquente**

Les commandes autorisées dans le cadre de cette offre à commandes doivent être passées en utilisant les formulaires déterminés ou leurs équivalents par télécopieur, par courrier électronique ou tout autre moyen considéré comme acceptable par l'utilisateur autorisé et l'offrant.

Un formulaire de commande subséquente ou un document équivalent doit être transmis au plus tard le jour ouvrable suivant une commande de biens par téléphone, par télécopieur ou par courriel. Ces commandes subséquentes constituent une acceptation de l'offre et un contrat pour les biens décrits dans la commande.

Les commandes subséquentes à une offre à commandes payées avec la carte d'achat (carte de crédit) au point de vente doivent bénéficier des mêmes prix et conditions que toute autre commande.

### **Instrument de commandes subséquentes pour les utilisateurs fédéraux désignés**

Pour les commandes subséquentes émises par un utilisateur fédéral désigné, les travaux seront autorisés ou confirmés par l'utilisateur fédéral désigné à l'aide du formulaire :

- a. PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes;
- b. PWGSC-TPSGC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes – Livraison multiple;
- c. PWGSC-TPSGC 944 - Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (version anglaise seulement);

d. PWGSC-TPSGC 945 - Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (version française seulement);

ou d'un formulaire équivalent ou d'un document électronique de commande comportant à tout le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- une attestation indiquant l'acceptation des modalités de l'offre à commandes;
- une description et un prix unitaire pour chaque article figurant dans la commande subséquente;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation des fonds disponibles en vertu des lois, du règlement ou de la politique applicables, selon le cas;
- la confirmation de la permission de l'utilisateur autorisé à passer un contrat;
- les données recueillies et indiquées à l'annexe B – Déclaration de l'offre à commandes, article B1, Collecte de données.

Ces formulaires sont accessibles au site Web du [Catalogue des formulaires de TPSGC](#).

#### **Instrument de commande pour les utilisateurs provinciaux ou territoriaux désignés**

Pour les commandes déposées par un utilisateur provincial ou territorial désigné, les travaux peuvent être autorisés avec le formulaire GC 942-3, Commande subséquente à une offre à commandes (FPT). Un exemple électronique est joint à l'annexe « E » – Formulaires. Ce formulaire se trouve sur le site Web du [Catalogue de formulaires de TPSGC](#).

Ou un type de document de commande électronique qui, au minimum :

- indique le numéro de l'offre à commandes;
- indique la valeur totale de la commande;
- indique le prix unitaire de chaque élément de la commande;
- indique un point de livraison;
- comprend une confirmation des fonds disponibles en vertu des lois, des réglementations ou des politiques applicables, le cas échéant;
- comprend une confirmation de l'autorité de l'utilisateur désigné à conclure un contrat;
- indique l'acceptation des modalités de l'offre à commandes.

#### **6A.7 Procédures pour les commandes (Instructions pour utilisateurs désignés)**

1. Les frais engagés avant la réception d'une commande signée ou d'un document équivalent ne peuvent pas être facturés dans le cadre de cette offre à commandes.
2. Seuls les produits énumérés dans la liste de prix électronique (Annexe C) de l'offre à commandes sont autorisés à être commandés.

3. Après avoir reçu la commande subséquente, l'offrant doit accorder aux utilisateurs toutes les autres baisses de prix en vigueur en raison de la fin d'année ou de productions excédentaires, de ventes de marchandises provenant de soldes, de ventes au rabais, de liquidations ou de promotions.
4. Si par erreur ou par omission, l'utilisateur n'applique le prix exact indiqué sur la liste de prix ou le fait de manière inappropriée, il incombera à l'offrant d'aviser l'utilisateur de l'erreur avant la livraison.
5. Dans les Moyens et Grands Centres de Population, l'option de livraison / distribution doit être déterminée par l'utilisateur identifié dans le document de commande subséquente. Un point de livraison et la liste de distribution doit également être fourni, lorsque applicable. Dans les Petits Centres ou Régions Éloignées, seulement la Catégorie 1 de livraison et distribution sera disponible.

#### **6A.8 Limite des commandes subséquentes**

L'Autorité contractante de l'offre à commandes peut émettre des commandes subséquentes pour des besoins allant jusqu'à \$ 400,000.00 TPS / TVH incluse.

Pour les besoins ayant une valeur de plus de 400, 000,00 \$ (TPS/TVH incluse), les utilisateurs désignés devront envoyer une demande assortie des fonds nécessaires (formulaire n°9200) à leur bureau régional le plus près aux fins de traitement.

#### **6A.9 Paiement effectué par carte d'achat**

- a. Les factures des entrepreneurs peuvent être réglées au moyen des cartes d'achat (cartes de crédit) du gouvernement du Canada, ce qui comprend les cartes d'achat Visa et MasterCard. Cependant, les entrepreneurs ne sont pas tenus d'accepter des cartes d'achat comme instrument de paiement.
- b. L'utilisation de cartes d'achat pour régler les factures des entrepreneurs ou pour payer au point de vente est une décision de gestion de la trésorerie qui incombe au ministère ou à l'organisme client.

#### **6A.10 Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) l'annexe F, les Conditions générales 2009 (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes – biens ou services – utilisateur autorisé, telles que modifiées;
- d) l'Annexe G, les conditions générales 2015A– Utilisateurs autorisés;
- e) l'Annexe A, Besoin;
- f) l'Annexe B, Tableau électronique d'offre financière;
- g) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ (insérer au moment de l'émission de l'offre)

#### **6A.11 Attestations et renseignements supplémentaires**

##### **6A.11.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux

N° de l'invitation - Solicitation No.  
E60PD-17FITN/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PD-17FITN

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pd041.E60PD-17FITN

Id de l'acheteur - Buyer ID  
pd041  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

#### **6A.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Mise de côté**

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

#### **6A.13 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (insérer au moment de l'émission de l'offre) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

#### **6A.14 Distribution de catalogues**

Suite à l'engagement du Canada à l'égard de la Politique d'achats écologiques, la distribution en masse de catalogues imprimés pour ce bien est proscrite.

Les offrants peuvent, en remplacement des catalogues imprimés, distribuer une version électronique du catalogue de leur offre à commandes aux clients qui l'ont soit demandé ou ont volontairement opté de le recevoir. Les catalogues ne doivent contenir que les articles autorisés dans l'offre à commandes.

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **6B.1 Besoin**

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **6B.2 Définitions : interprétation, clauses et conditions uniformisées**

#### **6B.2.1 Définitions et interprétation**

Définitions. Dans le présent contrat, un terme qui porte une majuscule aura le sens attribué à ce terme dans la section 01 2015A (2016-04-04), Conditions générales – biens (complexité moyenne) – utilisateur autorisé telles que modifiées, jointe aux présentes à l'annexe F ou, s'il n'est pas défini dans l'annexe, mais qu'il l'est dans l'offre à commandes ou dans tout autre document faisant partie de l'offre à commandes, ce terme doit avoir le sens qui lui est donné dans un tel document.

#### Autres dispositions interprétatives. Dans le contrat

1. À moins d'indication contraire, toutes les références d'une « section », d'un autre paragraphe, d'une annexe ou d'un appendice désigné s'appliquent à cette section, ce paragraphe, cette annexe ou cet appendice du contrat.
2. Les termes « dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient au contrat dans son ensemble et non à une section ou une partie de celui-ci.
3. L'insertion de titres a pour seul but de faciliter la consultation. Ils ne font pas partie du contrat et ne doivent pas être employés pour interpréter, définir ou limiter l'étendue, la portée ou la visée du contrat ou de ses dispositions.
4. Le singulier d'un terme comprend le pluriel et vice versa, l'utilisation d'un terme s'applique généralement à tous les genres et, selon le cas, une entreprise. Le mot « y compris » n'est pas restrictif, qu'il soit utilisé ou non avec des termes non restrictifs (comme « sans restriction », « sans s'y limiter » ou autres formulations semblables) dans la référence à cet égard.
5. Les mots désignant des personnes comprennent des particuliers, des sociétés par actions, des sociétés à responsabilité limitée et illimitée, des sociétés en nom collectif et en commandite, des associations, des fiducies, des organismes sans personnalité morale et des coentreprises;
6. Lorsqu'un mot est défini, les autres formes du mot auront la même signification.
7. Toute référence à un accord (y compris une offre à commandes ou un contrat), à d'autres documents écrits, à un permis, à une licence ou à une approbation renvoie cet accord ou instrument ou permis ou licence ou approbation pouvant être modifié ou remplacé de temps à autre.
8. Toute référence à une loi, un règlement, une règle, une directive de politique ou à un autre document énuméré dans le présent contrat renvoie à tout élément pouvant être modifié, complété, remplacé, promulgué, repromulgué ou élargi de temps à autre.



9. Toute référence à un jour ou à des jours autres que des jours ouvrables renvoie aux jours civils.
10. Tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

### **6B.3 Clauses et conditions uniformisées**

#### **6B.3.1 Conditions générales**

[2015A \(2016-04-04\) Conditions générales - biens - utilisateurs autorisés \(complexité moyenne\) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.](#)

L'article 15 Intérêt sur les comptes en souffrance, de [2015A \(2016-04-04\) Conditions générales](#) ne s'applique pas aux paiements fonds par carte de crédit.

Article 8, Inspection et acceptation des travaux des Conditions générales - 2015A (2016-04-04) est modifié comme suit:

##### **Insérer:**

Dans le cas où l'utilisateur désigné a commandé le mauvais article, il doit en aviser l'offrant dans les quatorze (14) jours civils suivant la livraison. Si l'offrant a été informé dans les quatorze (14) jours civils suivant la livraison, le mauvais article sera ramassé et remplacé par le bon article, sans frais, ou un crédit ou remboursement sera accordé dans les dix (10) jours suivants. Aucun frais de reconstitution des stocks ne peut s'appliquer

Toutefois, si l'utilisateur désigné n'avise pas l'offrant dans les quatorze (14) jours civils suivant la livraison, l'entrepreneur peut, dans les provinces où la pratique est légale appliquer des frais de reconstitution des stocks jusqu'à concurrence de 15 % de la valeur de l'article. Dans le cas que (30) trente jours soient écoulés depuis la livraison l'entrepreneur peut refuser ou accepter le retour à sa discrétion.

Les frais de transport pour le retour des articles commandés par erreur doivent être au coût de l'utilisateur désigné. Le retour des articles doit être effectué par l'offrant utilisant les moyens les plus économiques à sa disposition. Les frais de transport prépayés doivent apparaître séparément sur la facture, dont une copie certifiée doit être produite à l'appui incluant les services si applicable.

### **6B.4 Durée du contrat**

#### **6B.4.1 Date de livraison**

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

La livraison doit se faire conformément aux délais suivants :

- Commandes inférieures à 25 K \$ livrées dans les 30 jours calendrier;
- Commandes de 25K \$ à 50K \$ livrées dans les 40 jours calendrier;
- Commandes supérieures à 50K \$ livrées dans les 50 jours calendrier.

##### **6B.4.1.1 Instructions additionnels sur la livraison**

- a) un contact doit être établi 5 jours avant la livraison avec le Chargé de projet (CP) pour établir une entente mutuelle pour la date et l'heure de livraison;
- b) déballer l'équipement; et retirer tous les emballages et les matériaux de protection;
- c) assembler et mettre en place tous les équipements sur place désigné par le CP; et

- d) assurer que tout le matériel est en ordre et opérationnel
- e) fournir tous les documents de support, y compris les manuels d'instruction (dans les deux langues officielles) pour tous les équipements livrés.
- f) fournir des instructions sur l'utilisation et le fonctionnement en toute sécurité de toutes les fonctions de l'équipement fourni.

## **6B.5 Paiement**

### **6B.5.1 Base de paiement**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un des prix unitaire(s) fermes précisés dans le contrat. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu. Rendus droit acquittés (DDP). Les frais d'expédition et les frais de livraison doivent être compris.

### **6B.5.2 Limite de prix**

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### **6B.5.3 Clauses du *Guide des CCUA***

*Clause du Guide des CCUA [B1501C](#) (2006-06-16) Appareillage électrique*

### **6B.5.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen des instruments de paiement électronique suivants :

- a. carte d'achat Visa;
- b. carte d'achat MasterCard;
- c. dépôt direct (national et international);
- d. échange de données informatisé (EDI);

## **6B.6 Instructions pour la facturation**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 10 de 2015A, Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne).

## **6B.7 Assurances**

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

## **6B.8 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur**

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (ESDC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) ». L'imposition d'une telle sanction par ESDC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

## **ANNEXE A**

### **BESOIN**

#### **1. Équipement de musculation**

##### **Exigences générales (obligatoire)**

Pour être jugée recevable pour ce groupe de produits les offrants doivent répondre aux exigences obligatoires suivantes:

- a) Les offrants doivent enchérir sur 100% des articles demandés dans le groupe ;
- b) Les offrants doivent fournir la documentation du fabricant pour prouver qu'ils sont des courtiers autorisés pour les articles proposés ;
- c) Les offrants doivent fournir les spécifications du fabricant par écrit pour chacun des éléments demandés ;
- d) Les offrants doivent fournir le guide d'utilisation du fabricant dans les deux langues officielles du Canada;
- e) Les offrants doivent fournir la documentation de garantie du fabricant pour chacun des éléments demandés ;

Garantie minimum sur place comme suit:

- 10 années sur les pièces et les structures ;
  - 1 année sur les poids et les pièces connexes, les roulements, les bagues, les poulies et les réglages du siège ;
  - 90 jours pour le capitonnage du rembourrage, les poignées et les cylindres ;
  - 1 an pour toutes les autres pièces, y compris les embouts, les câbles, les sélecteurs et les housses ;
  - 1 an sur la main d'œuvre ;
- f) L'équipement sera construit aux exigences suivantes:
- les cadres doivent être faites en acier de calibre 11;
  - le matériel doit être double couture avec des coins non-pliés;
  - rembourrage doit être non poreux et facilement désinfecté;
  - Les matériaux des poignées devront être faits à l'épreuve de glissement, matériaux non poreux facile à désinfecté;
  - Tous les écrous, boulons et matériel seront notés CSA grade 5 ou équivalent, au minimum;
  - les étiquettes indiquant les augmentations en livres et en kilos placés loin des trous de sélection des poids pour éviter qu'elles ne se déchirent ou se décollent;
  - Les sièges devront avoir plusieurs ajustements de positionnement pour accommoder des utilisateurs de 4'11" à 6'7";
  - L'équipement doit accommoder le poids d'un utilisateur jusqu'à 204 kg (450 lbs)
  - Les câbles devront être enduit;
- g) Chaque article sera équipé de fiche explicative illustrant la position de départ approprié et la position finale adéquate ainsi que les consignes de sécurité sous forme de points;
- h) Chaque appareil doivent comporter des embouts protecteurs ordinaires sous les pattes pour protéger le plancher ainsi que des trous d'ancrage pour immobiliser l'équipement en conformité avec les exigences d'installation du fabricant;

##### **1.1 Point Exigences spécifiques**

Outre les exigences ci-dessus offrants doivent répondre aux exigences spécifiques de l'élément pour chaque élément dans ce groupe identifié dans le **TEOF** -Tableau électronique d'offre financière à l'annexe B.

## 2. Équipement cardiovasculaire

### Exigences générales (obligatoire)

Pour être jugée recevable pour ce groupe de produits les offrants doivent répondre aux exigences obligatoires suivantes:

- a) Les offrants doivent enchérir sur 100% des articles demandés dans le groupe ;
- b) Les offrants doivent fournir la documentation du fabricant pour prouver qu'ils sont des courtiers autorisés pour les articles proposés ;
- c) Les offrants doivent fournir les spécifications du fabricant par écrit pour chacun des éléments demandés ;
- d) Les offrants doivent fournir le guide d'utilisation du fabricant dans les deux langues officielles du Canada;
- e) Les offrants doivent fournir la documentation de garantie du fabricant pour chacun des éléments demandés ;
  - Garantie minimum sur place comme suit:
    - 10 ans pour les pièces de structure;
    - 5 ans sur les moteurs et ou contrôle de moteurs;
    - 5 ans sur toutes les autres parties, y compris des composants électroniques;
    - 1 an sur la main d'œuvre
  - g) Les cardios vélos (Spinning) seront garantie sur place comme suit:
    - 10 ans pour les pièces de structure;
    - 3 ans sur toutes les autres parties;
    - 3 ans sur la main d'œuvre ;
- h) L'équipement aura une capacité d'utilisation minimum de 8 heures par jour;
- i) L'équipement sera équipé d'un système amortisseur de suspension;
- j) Doit avoir un indicateur pour: le temps, la distance, la vitesse, les calories, l'inclinaison, la fréquence cardiaque
- k) Les logiciels de l'équipement comprendra:
  - plusieurs programmes de formation, y compris METS et Watts;
  - tests de condition physique;
  - la fonctionnalité de démarrage rapide;
- l) L'équipement comprendra contact avec des capteurs de fréquence cardiaque sans fils extérieurs;
- m) L'équipement motorisé sera équipé d'un bouton d'arrêt rapide;
- n) Le châssis sera construit en acier soudé ou d'un aéronautique en aluminium ou équivalent;
- o) L'équipement doit comprendre:
  - une grille de lecture;
  - un porte-bouteille d'eau;
- p) L'équipement aura une inclinaison réglable;
- q) Les matériaux des poignées seront faits à l'épreuve de glissement, matériaux non poreux facile à désinfecter;
- r) Les sièges devront avoir plusieurs ajustements de positionnement pour accommoder des utilisateurs de 4'11" à 6'7";

### 2.1 Point Exigences spécifiques

Outre les exigences ci-dessus offrants doivent répondre aux exigences spécifiques de l'élément pour chaque élément dans ce groupe identifié dans le **TEOF** -Tableau électronique d'offre financière à l'annexe B.

### 3. Divers et poids libres

#### Exigences générales (obligatoire)

Pour être jugée recevable pour ce groupe de produits les offrants doivent répondre aux exigences obligatoires suivantes:

- a) Les offrants doivent enchérir sur 100% des articles demandés dans le groupe ;
- b) Les offrants doivent fournir la documentation du fabricant pour prouver qu'ils sont des courtiers autorisés pour les articles proposés ;
- c) Les offrants doivent fournir les spécifications du fabricant par écrit pour chacun des éléments demandés ;
- d) Les offrants doivent fournir le guide d'utilisation du fabricant dans les deux langues officielles du Canada;
- e) Les offrants doivent fournir la documentation de garantie du fabricant pour chacun des éléments demandés ;
- f) Garantie minimum sur place comme suit:
  - 10 années sur les pièces et les structures ;
  - 1 année sur les poids et les pièces connexes, les roulements, les bagues, les poulies et les réglages du siège ;
  - 90 jours pour le capitonnage du rembourrage, les poignées et les cylindres ;
  - 1 an pour toutes les autres pièces, y compris les embouts, les câbles, les sélecteurs et les housses ;
  - 1 an sur la main d'œuvre ;
- g) L'équipement sera construit aux exigences suivantes:
  - les cadres doivent être faites en acier de calibre 11 ;
  - le matériel doit être double couture avec des coins non-pliés;
  - rembourrage doit être non poreux et facilement désinfecté;
  - Les matériaux des poignées devront être faits à l'épreuve de glissement, matériaux non poreux facile à désinfecté;
  - Tous les écrous, boulons et matériel seront notés CSA grade 5 ou équivalent, au minimum;
  - Les tiges de guidage seront fait de 1 pouce en acier chromé solide ;
  - les étiquettes indiquant les augmentations en livres et en kilos placés loin des trous de sélection des poids pour éviter qu'elles ne se déchirent ou se décollent;
  - Les sièges auront plusieurs ajustements de positionnement pour accommoder des utilisateurs de 4'11" à 6'7";
  - L'équipement doit accommoder le poids d'un utilisateur jusqu'à 204 kg (450 lbs);
  - Les câbles devront être enduit;
- g) Chaque article sera équipé de fiche explicative illustrant la position de départ approprié et la position finale adéquate ainsi que les consignes de sécurité sous forme de points;
- h) Chaque appareil doivent comporter des embouts protecteurs ordinaires sous les pattes pour protéger le plancher ainsi que des trous d'ancrage pour immobiliser l'équipement en conformité avec les exigences d'installation du fabricant;
- j) minimum de 8 plaques de stockage sur des bancs olympiques et l'équipement de poids libre spécifié;

#### 3.1 Point Exigences spécifiques

Outre les exigences ci-dessus offrants doivent répondre aux exigences spécifiques de l'élément pour chaque élément dans ce groupe identifié dans le **TEOF** -Tableau électronique d'offre financière à l'annexe B.

#### 4. Réadaptation

##### Exigences générales (obligatoire)

Pour être jugée recevable pour ce groupe de produits les offrants doivent répondre aux exigences obligatoires suivantes:

- Les offrants doivent enchérir sur 100% des articles demandés dans le groupe ;
- Les offrants doivent fournir la documentation du fabricant pour prouver qu'ils sont des courtiers autorisés pour les articles proposés ;
- Les offrants doivent fournir les spécifications du fabricant par écrit pour chacun des éléments demandés ;
- Les offrants doivent fournir le guide d'utilisation du fabricant dans les deux langues officielles du Canada;
- Les offrants doivent fournir la documentation de garantie du fabricant pour chacun des éléments demandés ;

Garantie minimum sur place comme suit:

- a) Musculation Réadaptation
  - 10 années sur les pièces et les structures ;
  - 1 année sur les poids et les pièces connexes, les roulements, les bagues, les poulies et les réglages du siège ;
  - 90 jours pour le capitonnage du rembourrage, les poignées et les cylindres ;
  - 1 an pour toutes les autres pièces, y compris les embouts, les câbles, les sélecteurs et les housses ;
  - 1 an sur la main d'œuvre ;
- b) Cardio réadaptation;
  - 10 ans pour les pièces de structure;
  - 5 ans sur les moteurs et ou contrôle de moteurs;
  - 5 ans sur toutes les autres parties, y compris des composants électroniques;
  - 1 an sur la main d'œuvre

L'équipement doit être construit aux exigences suivantes:

- Châssis solide antirouille
- Certifié pour environnement medical ;
- le matériel doit être double couture avec des coins non-pliés;
- rembourrage doit être non poreux et facilement désinfecté;
- Les matériaux des poignées devront être faits à l'épreuve de glissement, matériaux non poreux facile à désinfecté;
- Doit être construit pour une utilisation commerciale;
- L'équipement aura une capacité d'utilisation minimum de 8 heures par jour;
- es étiquettes indiquant les augmentations en livres et en kilos placés loin des trous de sélection des poids pour éviter qu'elles ne se déchirent ou se décollent;
- Les sièges auront plusieurs ajustements de positionnement pour accommoder des utilisateurs de 4'11" à 6'7";
- L'équipement doit accommoder le poids d'un utilisateur jusqu'à 204 kg (450 lbs);
  - Les câbles devront être enduit;

les logiciels de l'équipement cardiovasculaire comprendra:

- plusieurs programmes de formation, y compris METS et Watts;
- tests de condition physique;
- la fonctionnalité de démarrage rapide;

N° de l'invitation - Solicitation No.

E60PD-17FITN/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E60PD-17FITN

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pd041.E60PD-17FITN

Id de l'acheteur - Buyer ID

pd041

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- 
- a) Chaque article sera équipé de fiche explicative illustrant la position de départ approprié et la position finale adéquate ainsi que les consignes de sécurité sous forme de points;
- b) Chaque appareil doivent comporter des embouts protecteurs ordinaires sous les pattes pour protéger le plancher ainsi que des trous d'ancrage pour immobiliser l'équipement en conformité avec les exigences d'installation du fabricant;

#### 4.1 Point Exigences spécifiques

Outre les exigences ci-dessus offrants doivent répondre aux exigences spécifiques de l'élément pour chaque élément dans ce groupe identifié dans le **TEOF** -Tableau électronique d'offre financière à l'annexe B.

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PD-17FITN/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PD-17FITN

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pd041.E60PD-17FITN

Id de l'acheteur - Buyer ID  
pd041  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE B**

### **TEOF -Tableau électronique d'offre financière**



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PD-17FITN/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PD-17FITN

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pd041.E60PD-17FITN

Id de l'acheteur - Buyer ID  
pd041  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE C de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ( ) Carte d'achat VISA ;
- ( ) Carte d'achat MasterCard ;
- ( ) Dépôt direct (national et international) ;
- ( ) Échange de données informatisées (EDI) ;

## ANNEXE D de la PARTIE 5 de la DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

### PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, l'offrant, en présentant les renseignements suivants au responsable de l'offre à commandes, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une offre non recevable, pourra mettre de côté une offre à commandes, ou mettra l'entrepreneur en défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la durée de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un offrant. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la DOC sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. L'offrant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. L'offrant atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. L'offrant atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. L'offrant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. L'offrant a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. L'offrant atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. L'offrant a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'émission d'une offre à commandes, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. L'offrant n'est pas une coentreprise.

OU

N° de l'invitation - Solicitation No.

E60PD-17FITN/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E60PD-17FITN

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pd041.E60PD-17FITN

Id de l'acheteur - Buyer ID

pd041

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- 
- ( ) B2. L'offrant est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez l'article sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

## ANNEXE E

### Instructions pour remplir le rapport électronique d'utilisation de l'offre à commandes

#### 1. Instructions générales

Les offrants qualifiés recevront le modèle de rapport d'utilisation de l'offre à commandes, au moment de l'émission de l'offre à commandes. Par la suite, au besoin, les offrants pourront demander au responsable de l'offre à commandes de leur envoyer par courriel une copie électronique du rapport d'utilisation de l'offre à commandes.

Les offrants doivent remplir le rapport électronique d'utilisation de l'offre à commandes, conformément aux instructions ci-dessous.

#### 2. Traitement électronique du rapport d'utilisation de l'offre à commandes

- 2.1 Les rapports doivent être transmis au responsable de l'offre à commandes par courriel, en format compatible à Excel Microsoft.
- 2.2 Le rapport d'utilisation de l'offre à commandes sera traité par TPSGC, au moyen de l'automatisation électronique. Si le rapport de l'offrant est présenté de telle sorte que le traitement automatisé est impossible, il sera considéré comme non acceptable et retourné à l'offrant, accompagné des renseignements sur les lacunes observées.
- 2.3 L'utilisation des fonctions Copier et Coller peut avoir un effet négatif sur certaines caractéristiques du tableau. TPSGC suggère aux offrants d'utiliser les fonctions Copier et Collage spécial.

#### 3. Rapports détaillés

Les offrants doivent inclure les données demandées pour chaque article vendu dans le cadre des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

#### 4. Description des champs et instructions

Les champs du rapport sont identifiés par l'en-tête des colonnes ou des étiquettes. L'objet de chaque champ et les instructions pour remplir les champs sont fournis ci-dessous.

##### Partie I : En-tête du rapport

##### a) Numéro de l'offre à commandes

L'offrant doit indiquer le numéro de l'offre à commandes figurant sur la page de couverture de son offre à commandes.

##### b) Nom de l'entreprise

L'offrant doit indiquer la dénomination sociale de son entreprise.

##### c) Période

L'offrant doit sélectionner dans la liste déroulante le trimestre pour lequel le rapport est présenté. Les offrants doivent présenter un rapport à chaque trimestre.

##### d) Total déclaré pour le trimestre

Pour les rapports comportant moins de 10 000 lignes, le champ « Total déclaré pour le trimestre » sera rempli automatiquement. Pour les rapports comportant plus de 10 000 lignes, l'offrant doit indiquer la somme des ventes déclarées durant le trimestre.

## **Partie II : Corps du rapport**

### **a) Vendu à**

Pour les transactions avec les utilisateurs fédéraux désignés, les offrants doivent sélectionner le ministère ou l'organisme fédéral approprié dans la liste déroulante. Si le ministère ou l'agence n'est pas listé dans la liste déroulante, veuillez en informer le responsable de l'offre à commandes; Un modèle révisé sera émis par le responsable de l'offre à commandes pour inclure les ministères ou organismes fédéraux manquants.

Pour les transactions avec les utilisateurs provincial ou territorial désigné et les entités du secteur MESS, les offrants doivent sélectionner la sélection «PT et MESS» dans la liste déroulante et indiquer le nom légal complet de l'entité dans la colonne Informations supplémentaires du rapport. (Colonne O).

### **b) Numéro de la facture**

Les offrants doivent indiquer le numéro de leur facture pour chaque article vendu dans le cadre des commandes subséquentes à l'offre à commandes. Les offrants peuvent regrouper plus d'un article par numéro de facture.

### **c) Numéro de compte**

Les offrants doivent indiquer le numéro du compte de l'utilisateur autorisé auquel l'article a été vendu pour chaque article vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **d) Quantité**

Les offrants doivent indiquer la quantité d'articles vendus en conséquence des commandes subséquentes à l'offre à commandes. Si l'unité de distribution correspond à plus d'une unité distincte, ce champ devrait refléter le nombre d'unités de distribution vendues dans le cadre des commandes subséquentes à l'offre à commandes. Exemple : Si l'unité de distribution est par douzaine et qu'une douzaine a été vendue, l'offrant indiquera « 1 » dans le champ Quantité. Alternativement si l'unité de distribution est une douzaine et 6 pièces individuelles ont été vendues, le champ Quantité vendu, le champ Quantité doit indiquer « 0.5 ».

### **e) Code CUP**

Ce champ doit contenir le code CUP du fabricant pour l'objet vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Cet identifiant doit être identique à celui utilisé le Tableau électronique d'offre à l'annexe C (de l'offre à commandes résultante). L'offrant doit entrer CUP pour l'item.

### **f) Numéro de modèle du fabricant**

Les offrants doivent entrer le numéro de modèle du fabricant pour l'objet vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes, exactement comme il est indiqué dans le champ "Numéro de modèle du fabricant" de la liste de prix aux annexes C-1 et C-2. Pour les articles non énumérés dans les annexes C-1 et l'offrant doit entrer le numéro de pièce du fabricant tel qu'il apparaît dans les publications du fabricant.

### **g) Numéro de pièce de l'offrant**

Ce champ doit contenir le numéro d'identification unique de l'offrant vendu dans le cadre des commandes subséquentes à l'offre à commandes. Ce numéro doit être le même que celui utilisé dans la liste de prix, annexe C de l'offre à commandes subséquente. L'offrant doit indiquer leur numéro d'identification unique pour l'article offert.

### **h) Unité de vente**

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PD-17FITN/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PD-17FITN

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pd041.E60PD-17FITN

Id de l'acheteur - Buyer ID  
pd041  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Ce champ représente l'unité de vente pour l'article vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes. L'unité de vente "ch" représente généralement la plus petite unité de vente pour un article. Exemple: une boîte de trombones vendue comme 1 ch. contient 100 trombones. L'offrant doit, sélectionnez l'unité de vente appropriée dans le menu déroulant fourni.

**i) Marque**

Ce champ doit contenir le nom de marque de l'objet vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes. Bien que la marque et le fabricant d'un produit puissent dans certains cas être interchangeables, ce n'est pas toujours le cas. L'offrant doit indiquer le nom de la marque de l'objet vendu à la suite à une commande subséquente de l'offre à commandes. (Wilson Jones, PaperMate, Duracell, etc.).

**j) Description**

Ce champ doit contenir une courte description de l'objet vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes et doit, au minimum, inclure des informations suffisantes pour identifier l'objectif principal de l'objet et ses attributs essentiels de base. (Stylo, bleu, rétractable).

**k) Code Postal**

Ce champ doit contenir le code postal pour le point de livraison où l'article vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes a été livré. Le code postal doit être entré dans le format suivant A0A 0A0.

**l) Date de la facture**

Les offrants doivent saisir la date à laquelle la commande subséquente à l'achat de l'article vendu à la commande subséquente de l'offre à commandes a été facturée. La date doit être entrée en utilisant le format suivant AAAA-MM-DD.

**m) Prix Unitaire**

Ce champ doit contenir le prix de l'offrant facturé par unité d'émission pour l'article vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes. L'offrant doit saisir une valeur numérique qui représente le prix en dollars et cents séparés par une virgule (23,12) sans espaces, tirets ou caractères spéciaux.

**n) Prix Total**

Ce champ doit contenir le prix de l'offrant facturé par unité d'émission multiplié par la quantité de chaque article vendu à la suite d'une commande subséquente de l'offre à commandes. L'offrant doit saisir une valeur numérique qui représente le prix en dollars et cents séparés par une virgule (23,12) sans espaces, tirets ou caractères spéciaux.

**o) P/T ou entités au secteur MESS**

Ce champ, le cas échéant, doit contenir le nom légal complet de l'entité P / T ou MESS pour laquelle l'objet a été vendu à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

## ANNEXE F-

### Conditions générales 2009 – offres à commandes – biens ou services– utilisateurs autorisés

- 01 Définitions
- 02 Généralités
- 03 Clauses et conditions uniformisées
- 04 Offre
- 05 Commandes subséquentes
- 06 Retrait
- 07 Révision
- 08 Coentreprise
- 09 Divulgence de renseignements
- 10 Publication de renseignements relatifs à l'offre à commandes
- 11 Dispositions relatives à l'intégrité – Offre à commandes
- 12 Accès à l'information
- 13 Manquement de l'offrant et annulation ou mise de côté de l'offre à commandes
- 14 Code de conduite pour l'approvisionnement – offre à commandes

#### 2009 01 (2016-04-04) Définitions

Sauf indication contraire du contexte, les termes ci-dessous ont le sens suivant dans l'offre à commandes

« Articles de l'offre à commandes »

Désigne les sections \_\_\_\_ à \_\_\_\_ de l'offre à commandes, excluant toutes les clauses et conditions uniformisées d'achat intégrées par renvoi, mais non reproduites en entier.

« Utilisateur autorisé »

Désigne un utilisateur désigné du gouvernement fédéral et un utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire précisé dans l'offre à commandes, autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes, selon le contexte.

« Commande subséquente »

Correspond à un instrument de commandes émis par l'utilisateur autorisé conformément à la section \_\_\_\_ de l'offre à commandes.

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « l'État »

Désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.

« Contrat »

Désigne les modalités du contrat, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes, et tout autre document que l'un ou l'autre de ces documents incorpore par renvoi, compte tenu des modifications apportées de temps à autre avec l'accord des parties;

« Utilisateur désigné du gouvernement fédéral »

Désigne les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État énumérés aux annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R. (1985), ch. F-11.

« Conditions générales \_\_\_\_\_ » *insérer les conditions générales applicables.*

Correspond aux conditions générales \_\_\_\_\_ – Conditions générales – biens – utilisateur autorisé – jointes au présent document compte tenu des modifications.

« Offre »

Désigne une offre présentée par un offrant en réponse à une demande d'offre à commandes (DOC).

« Offrant »

Désigne la personne ou l'entité dont le nom figure sur la page de signature de l'offre à commandes et qui offre de fournir aux utilisateurs autorisés les biens ou les services définis dans le cadre de l'offre à commandes.

« Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire »

Désigne toute province ou tout territoire canadien, y compris le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) à qui le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux peut fournir un accès à ses services d'approvisionnement et instruments d'achat. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financés par le secteur public, ainsi que toute société ou entité détenue ou contrôlée par les entités précitées, lesquelles sont précisées dans l'offre à commandes.

« DOC »

Signifie demande d'offre à commandes.

« Clauses et conditions uniformisées d'achat » ou « CCUA »

Correspond aux clauses et conditions uniformisées d'achat reproduites en entier ou incorporées par renvoi à partir du [guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat](#) et déterminées par numéro, date et titre.

« Offre à commandes »

Désigne les articles de l'offre à commandes, les clauses et conditions uniformisées d'achat, ces conditions générales, tout appendice ou annexe joints à l'offre à commandes ou incorporés par renvoi, l'offre et tous les autres documents précisés ou incorporés par renvoi qui font partie de l'offre à commandes.

« Responsable de l'offre à commandes »

Personne désignée comme telle dans l'offre à commandes, ou par un avis à l'offrant, et qui peut agir à titre de représentant du Canada pour la gestion de l'offre à commandes.

« Jours ouvrables »

Désigne i) pour les utilisateurs désignés du gouvernement fédéral, le lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés observés par le gouvernement du Canada; et ii) pour les utilisateurs désignés provinciaux et territoriaux, le lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés observés par la province ou le territoire le cas échéant.

« Travaux »

Désigne les activités, les services, les biens, l'équipement, la matière et les éléments demandés, livrés ou réalisés par l'entrepreneur dans le cadre du contrat.

## **2009 02 (2015-12-18) Généralités**

1. L'offrant reconnaît qu'une offre à commandes n'est pas un contrat et que le lancement d'une offre à commandes et la nomination ou la désignation d'une autorité contractante n'oblige ni n'engage en aucun cas les utilisateurs autorisés à acheter ou à conclure un contrat pour les biens ou les services énumérés dans l'offre à commandes en tout temps ou dans n'importe quelle quantité.



N° de l'invitation - Solicitation No.

E60PD-17FITN/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E60PD-17FITN

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pd041.E60PD-17FITN

Id de l'acheteur - Buyer ID

pd041

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- 
2. Si l'offre à commandes est annulée ou mise de côté, l'offrant doit satisfaire seulement les contrats qui découlent des commandes subséquentes émises avant la date d'entrée en vigueur de l'annulation ou de la mise de côté, si applicable.

### 2009 03 (2015-12-18) Clauses et conditions uniformisées

Conformément à la [Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux](#) (L.C., 1996, ch. 16, les clauses et conditions déterminées par un numéro, une date et un titre peuvent être incorporées par renvoi et font partie intégrante de l'offre à commandes et de tout contrat résultant de l'offre à commandes, comme si elles y étaient formellement énoncées.

### 2009 04 (2015-12-18) Offre

1. L'offrant propose de fournir et de livrer aux utilisateurs autorisés les biens, les services ou les deux décrits dans l'offre à commandes conformément aux prix établis dans celle-ci lorsque l'utilisateur autorisé émet une commande subséquente.
2. L'offrant reconnaît et convient ce qui suit :
  - a) La commande subséquente constituera un contrat seulement pour les travaux définis dans celle-ci.
  - b) La responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par les utilisateurs désignés du gouvernement fédéral pendant la période précisée dans l'offre à commandes.
  - c) La responsabilité des utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire se limite à ce qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par ces utilisateurs pendant la période de l'offre à commandes.
  - d) Le Canada a fait en sorte que l'offre à commandes puisse être utilisée par les utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire de plein droit. Le Canada n'agit pas à titre de mandataire pour les utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire et il n'est pas non plus le bénéficiaire tiers des commandes subséquentes ou des contrats entre l'offrant et tout utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire. L'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire est responsable de l'établissement, de la gestion et des responsabilités connexes de toutes les commandes subséquentes qu'il émet et de tous les contrats subséquents.
  - e) Le Canada peut exiger que l'achat des biens, de services ou les deux se fasse(nt) à l'aide d'un outil d'achat électronique. Le Canada donnera un avis d'au moins 3 mois à l'offrant avant d'imposer une telle exigence.
  - f) L'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie.
  - g) L'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

### 2009 05 (2015-12-18) Commandes subséquentes

1. Le responsable de l'offre à commandes produira un document appelé « Offre à commandes et autorisation en matière de commandes subséquentes » qui autorise les utilisateurs autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes et d'informer l'offrant que l'autorisation de passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes a été accordée aux utilisateurs désignés.
2. S'il y a lieu, l'utilisateur autorisé utilisera le formulaire précisé dans l'offre à commandes pour commander les biens ou les services. Les biens ou les services peuvent également être commandés en utilisant d'autres méthodes comme le téléphone, le télécopieur ou les moyens électroniques. À l'exception des commandes subséquentes payées avec une carte d'achat du gouvernement du

Canada (carte de crédit), les commandes faites par téléphone doivent être confirmées par écrit comme cela est précisé dans la section 07 de l'offre à commandes.

3. Les commandes subséquentes à une offre à commandes payées par la carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit) au point de vente devront bénéficier des mêmes prix et conditions que toute autre commande.

#### **2009 06 (2015-12-18) Retrait**

1. Après l'émission d'une offre à commandes et l'apport d'un responsable de l'offre à commandes conformément à la section 05, si l'offrant souhaite se retirer de l'offre à commandes, il doit donner au responsable de l'offre à commandes un préavis écrit d'au moins 30 jours, à moins de disposition contraire dans l'offre à commandes.
2. La période de préavis de 30 jours débutera à la date de réception du préavis par le responsable de l'offre à commandes, et le retrait entrera en vigueur à compter de la date d'expiration de cette période.
3. L'offrant doit exécuter toutes commandes passées par les utilisateurs autorisés pendant cette période de préavis.

#### **2009 07 (2015-12-18) Révision**

Le responsable de l'offre à commandes est la seule autorité qui a le pouvoir de prolonger, de modifier, de mettre de côté ou d'annuler une offre à commandes et il le fera en donnant un avis écrit à l'offrant et aux utilisateurs autorisés.

#### **2009 08 (2015-12-18) Coentreprise**

Si l'offrant est une coentreprise, il convient que tous les membres de la coentreprise soient conjointement et individuellement responsables, et dans la province de Québec solidairement responsables, de l'exécution de tout contrat découlant de l'offre à commandes. S'il y a un changement de membres au sein de la coentreprise, l'offre à commandes sera annulée par le Canada.

#### **2009 09 (2015-12-18) Divulcation de renseignements**

L'offrant reconnaît que le Canada divulguera les prix unitaires ou les taux de l'offre à commandes aux utilisateurs autorisés et l'offrant convient que, dans la mesure permise par la loi, il renonce à tout droit de réclamation contre le Canada, les utilisateurs autorisés, les employés, les mandataires, les fonctionnaires ou toute autre personne en ce qui a trait à ladite divulgation.

#### **2009 10 (2015-12-18) Publication de renseignements relatifs à l'offre à commandes**

1. L'offrant consent à ce que le Canada diffuse certains renseignements relatifs à l'offre à commandes ou à un catalogue. L'offrant consent à la divulgation des renseignements suivants compris dans l'offre à commandes
  - a) les conditions de l'offre à commandes;
  - b) le numéro d'entreprise – approvisionnement de l'offrant, son nom, le nom, l'adresse, les numéros de téléphone et de télécopieur et l'adresse électronique de son représentant;
  - c) le profil de l'offrant et le niveau de son attestation de sécurité;
  - d) les catégories ou les domaines d'expertises pour lesquels l'offrant s'est qualifié.

2. Le Canada ne sera pas responsable des erreurs, des incohérences ou des omissions relatives à l'information publiée. Si l'offrant constate des erreurs, des incohérences ou des omissions, il s'engage à en informer immédiatement le responsable de l'offre à commandes.

#### **2009 11 (2016-04-04) Dispositions relatives à l'intégrité – Offre à commandes**

La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « politique ») et toutes les directives incorporées par renvoi à la durée de la période de sollicitation de la DOC avant sa date de clôture sont intégrées à l'offre à commandes et à tout contrat avec le Canada ou les utilisateurs désignés du gouvernement fédéral et en font partie intégrante. L'offrant doit se conformer aux dispositions de la politique et des directives, lesquelles se trouvent sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à l'adresse <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>.

#### **2009 12 (2015-12-18) Accès à l'information**

1. Les dossiers créés par l'offrant et qui relèvent des utilisateurs autorisés sont assujettis aux dispositions des lois sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels à l'échelle fédérale, provinciale ou territoriale, selon le cas. L'offrant est responsable de déterminer ses obligations en vertu de telles lois et doit, dans la mesure du possible ou comme exigé par les lois qui s'appliquent, aider le Canada et les utilisateurs autorisés à assumer leurs responsabilités en vertu de telles lois.
2. L'offrant reconnaît que a) l'article 67.1 de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C 1985, c.A-1, énonce que toute personne qui détruit, modifie, falsifie ou dissimule un document ou ordonne à une autre personne de commettre un tel acte, dans l'intention d'entraver le droit d'accès prévu à la *Loi sur l'accès à l'information*, est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement ou d'une amende, ou des deux et b) des lois équivalentes existent à l'échelle provinciale et territoriale, qui peuvent imposer des interdictions et des sanctions plus graves ou équivalentes.

#### **2009 13 (2015-12-18) Manquement de la part de l'offrant et annulation ou mise de côté de l'offre à commandes**

1. Si l'offrant manque à l'une de ses obligations prévues dans le cadre de l'offre à commandes, le responsable de l'offre à commandes peut, après avis écrit à l'offrant, mettre de côté l'offre à commandes. La mise de côté entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'offrant n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement à la satisfaction du responsable de l'offre à commandes.
2. Si l'offrant fait faillite ou devient insolvable, ou qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, ou qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, le responsable de l'offre à commandes peut, moyennant un avis écrit à l'offrant, sans délai mettre de côté l'offre à commandes.
3. À la suite d'une mise de côté, le responsable de l'offre à commandes peut annuler l'offre à commandes à son entière discrétion après avoir remis un avis à l'offrant.

#### **2009 14 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre à commandes**

L'offrant accepte de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement et d'être lié par ses dispositions pendant la période de l'offre à commandes et celle de tout contrat subséquent.

## **ANNEXE G**

### **2015A - Conditions générales - biens – utilisateur autorisé (complexité moyenne)**

Les conditions générales suivantes doivent être utilisées lorsque l'on autorise l'accès ou donne accès aux documents d'approvisionnement de TPSGC à un utilisateur autorisé (utilisateur fédéral désigné et utilisateur désigné d'une province / d'un territoire).

Ces conditions générales doivent être utilisées pour les besoins de complexité moyenne, concurrentiels ou non concurrentiels, pour l'acquisition de biens (par exemple, les produits commerciaux en vente libre, les produits électroniques et électroniques en vente libre, les pièces de rechange commerciales pour les spécifications militaires en vente libre, les besoins courants de gestion de l'information et de technologie de l'information, etc.)

- 01 Interprétation
- 02 Clauses et conditions uniformisées
- 03 Pouvoirs du Canada
- 04 Situation juridique de l'entrepreneur
- 05 Condition du matériel
- 06 Rigueur des délais
- 07 Retard justifiable
- 08 Inspection et acceptation des travaux
- 09 Garantie
- 10 Présentation des factures
- 11 Taxes
- 12 Frais de transport
- 13 Responsabilité du transporteur
- 14 Documentation d'envoi
- 15 Période de paiement
- 16 Intérêt sur les comptes en souffrance
- 17 Vérification
- 18 Conformité aux lois applicables
- 19 Droit de propriété
- 20 Biens de l'utilisateur autorisé
- 21 Modification
- 22 Cession
- 23 Manquement de la part de l'entrepreneur
- 24 Résiliation pour raisons de commodité
- 25 Droit de compensation
- 26 Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique
- 27 Honoraires conditionnels
- 28 Sanctions internationales
- 29 Dispositions relatives à l'intégrité - contrat
- 30 Exhaustivité de la convention

#### **2015A 01 (2015-12-18) Interprétation**

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« articles de convention »

désigne les clauses et conditions reproduites en entier ou incorporées par renvoi à partir du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* pour former le corps du contrat; cela ne comprend pas les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires, les annexes, la soumission de l'entrepreneur, ou tout autre document;

« affilié »

quiconque, incluant mais sans s'y limiter, les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, entreprises, sociétés de personnes, associations de personnes, sociétés mères et ses filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, de même que les personnes, administrateurs, agents et employés clés si :

- a) l'entrepreneur ou l'affilié contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b) un tiers a le pouvoir de contrôler l'entrepreneur ou l'affilié.

« autorité contractante »

désigne la personne désignée comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour représenter l'utilisateur autorisé dans l'administration du contrat;

« biens de l'utilisateur autorisé »

désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour l'utilisateur autorisé, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est payé par l'utilisateur autorisé en vertu du contrat;

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État »

désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre ou, s'il y a lieu, un ministre auquel le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a délégué ses pouvoirs ou ses fonctions et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre

« contrat »

désigne les articles de convention, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes et tout autre document intégré par renvoi, tous tels que modifiés de temps à autre avec le consentement des parties;

« contrôle »

- a) Contrôle direct, par exemple :

- i. une personne contrôle une personne morale si les garanties de la personne morale auxquelles sont rattachés plus de 50 pourcent des droits de vote pouvant être exercés pour élire les administrateurs de la personne morale sont la propriété effective de la personne et les votes rattachés à ces garanties sont suffisants, si exercés, pour élire la majorité des administrateurs de la personne morale;
- ii. une personne contrôle une corporation structurée selon le principe corporatif si la personne et toutes les entités contrôlées par celle-ci ont le droit d'exercer plus de 50 pourcent des droits de vote nécessaires à une réunion annuelle ou pour élire la majorité des administrateurs de la corporation;
- iii. une personne contrôle une société non constituée en personne morale, autre qu'une société en commandite, si plus de 50 pourcent des titres de participation, peu importe leur désignation, selon lesquels la société est divisée, sont la propriété effective de cette personne et que la personne a la capacité de diriger les affaires et les activités de la société;

- iv. le partenaire général d'une société en commandite contrôle la société en commandite;
  - v. une personne contrôle une société si cette personne a une influence directe ou indirecte dont l'exercice entraînerait le contrôle de fait de la société.
- b) Contrôle présumé, par exemple, une personne qui contrôle une société est présumée contrôler toute société qui est contrôlée, ou présumée être contrôlée, par la société.
- c) Contrôle indirect, par exemple :
- une personne est présumée contrôler, au sens des alinéas a) ou b), une société lorsque le total de;
  - i. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de cette personne, et de
  - ii. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de toute société contrôlée par cette personne,
- est tel, que si cette personne et toutes les sociétés mentionnées au sous-alinéa c)(ii) qui sont le propriétaire effectif des garanties de cette société étaient une seule personne, cette personne contrôlerait l'entité.

« coût »

désigne le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 en vigueur à la date de la demande de soumissions ou, s'il n'y a pas eu de demande de soumissions, à la date du contrat

« coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) »

à la page 1 du contrat ou modification au contrat signifie un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le prix contractuel, ou le prix contractuel révisé, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le prix contractuel et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« entente administrative »

entente négociée avec le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSG) comme il est prévu dans la [\*Politique d'inadmissibilité et de suspension\*](#).

« entrepreneur »

désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir à l'utilisateur autorisé des biens, des services ou les deux;

« inadmissibilité »

personne qui n'est pas admissible à conclure un contrat avec le Canada.

« partie »

désigne l'utilisateur autorisé, l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat;

« prix contractuel »

désigne la somme mentionnée au contrat payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant les taxes applicables;

« suspension »

détermination d'inadmissibilité temporaire par le ministre de TPSG.

« taxes applicables »

signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013;

« travaux »

désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat ;

« utilisateur autorisé »

désigne un utilisateur fédéral désigné et un utilisateur désigné d'une province / d'un territoire, tel que précisé dans le contrat;

« utilisateur désigné d'une province/ d'un territoire »

désigne toute province ou tout territoire canadien, y compris le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) à qui le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux peut fournir accès à ses services d'approvisionnement et instruments d'achat. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financés par le secteur public, ainsi que toute société ou entité dont sont propriétaires ou que contrôlent les entités précitées, lesquelles sont précisées dans le contrat.

#### **2015A 02 (2015-12-18) Clauses et conditions uniformisées**

Conformément à la [Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux](#) L.C. 1996, ch. 16, les clauses et conditions identifiées par un numéro, une date et un titre dans le contrat sont incorporées par renvoi et font partie intégrante du contrat comme si elles y étaient formellement reproduites.

#### **2015A 03 (2015-12-18) Pouvoirs du Canada**

Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.

#### **2015A 04 (2015-12-18) Situation juridique de l'entrepreneur**

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou mandat entre le Canada et l'autre ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

#### **2015A 05 (2015-12-18) Condition du matériel**

Sauf disposition contraire dans le contrat, le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et du numéro de pièce pertinent qui est en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions ou, s'il n'y avait pas de demande de soumissions, la date du contrat.

#### **2015A 06 (2015-12-18) Rigueur des délais**

Il est essentiel que les travaux soient livrés dans les délais prévus au contrat.

#### **2015A 07 (2015-12-18) Retard justifiable**

1. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui :



- 
- a) est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;
  - b) ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;
  - c) ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur; et
  - d) est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur, sera considéré un « retard justifiable » si l'entrepreneur informe l'autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les 15 jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.
2. Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.
  3. Toutefois, au bout de 30 jours ou plus de retard justifiable, l'autorité contractante peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard justifiable. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement à l'utilisateur autorisé la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
  4. L'utilisateur autorisé ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission de l'utilisateur autorisé de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.
  5. Si le contrat est résilié en vertu du présent article, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur livre à l'utilisateur autorisé, selon les modalités et dans les mesures prescrites par l'autorité contractante, toutes les parties complétées des travaux qui n'ont pas été livrées ni acceptées avant la résiliation, de même que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit expressément dans l'exécution du contrat. L'utilisateur autorisé paiera l'entrepreneur :
    - a) la valeur, calculée en fonction du prix contractuel, incluant la quote-part du profit ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix contractuel, de l'ensemble de toutes les parties des travaux complétés qui sont livrés et acceptés par l'utilisateur autorisé, et
    - b) le coût de l'entrepreneur que l'utilisateur autorisé juge raisonnable en ce qui concerne toute autre chose livrée à l'utilisateur autorisé et acceptée par ce dernier.

Le total des sommes versées par l'utilisateur autorisé en vertu du contrat jusqu'à sa résiliation et toutes sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent pas dépasser le prix contractuel.

#### **2015A 08 (2015-12-18) Inspection et acceptation des travaux**

Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par l'utilisateur autorisé. L'inspection et l'acceptation des travaux par l'utilisateur autorisé ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. L'utilisateur autorisé aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.

#### **2015A 09 (2015-12-18) Garantie**

1. Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par l'utilisateur autorisé ou au nom de celui-ci et sans limiter l'application de toute autre disposition du contrat ou toute condition, garantie ou disposition prévue par la loi, l'entrepreneur, sur demande de l'utilisateur autorisé, doit remplacer, réparer ou corriger, à son choix et à ses frais, tous les travaux défectueux ou qui ne respectent pas les exigences du contrat, le cas échéant. La période de garantie sera de 12 mois après la livraison et l'acceptation des travaux ou la durée de la période de garantie standard de l'entrepreneur ou du fabricant, si elle est plus étendue.
2. L'utilisateur autorisé doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par l'utilisateur autorisé. Cependant, lorsque l'utilisateur autorisé est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent et il sera remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance.
3. La période de garantie est automatiquement prolongée de la période au cours de laquelle les travaux sont inutilisables en raison d'une défectuosité ou d'une non-conformité. La garantie s'applique à toute partie des travaux qui est remplacée, réparée ou corrigée conformément au paragraphe 1, pendant la plus étendue des deux périodes suivantes :
  - a) la période de la garantie qui reste y compris la prolongation; ou
  - b) 90 jours ou toute autre période stipulée à cette fin après entente entre les parties.

#### **2015A 10 (2015-12-18) Présentation des factures**

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
  - a) la date, le nom et l'adresse de l'utilisateur autorisé, les numéros d'articles ou de référence, les biens livrables/la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client (NRC), le numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) et le ou les codes financiers;
  - b) des renseignements sur les dépenses (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas) conformément à la base de paiement, excluant les taxes applicables;
  - c) les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
  - d) le report des totaux, s'il y a lieu; et
  - e) s'il y a lieu, le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous les autres frais supplémentaires.
3. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondant émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

## 2015A 11 (2015-12-18) Taxes

1. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
2. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
3. L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
4. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.
5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada  
En vertu de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le [Règlement de l'impôt sur le revenu](#), le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'[Agence du revenu du Canada](#). Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

## 2015A 12 (2015-12-18) Frais de transport

Si des frais de transport sont payables par l'utilisateur autorisé en vertu du contrat et que l'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture.

## 2015A 13 (2015-12-18) Responsabilité du transporteur

La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou de taxation à la valeur pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (selon le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

## 2015A 14 (2015-12-18) Documentation d'envoi

Pour l'expédition des biens, le connaissance de transport doit accompagner l'original de la facture, sauf s'il s'agit d'expéditions « payables sur livraison » (si et lorsque stipulé), auquel cas il doit accompagner l'envoi. En outre, un bordereau d'expédition doit accompagner chaque envoi et indiquer clairement le nom des articles, la quantité d'articles, les numéros de pièce ou de référence, la description des biens et le numéro du contrat, incluant le NRC et le NEA. Si les biens ont été inspectés dans les locaux de l'entrepreneur, un certificat d'inspection signé doit être annexé au bordereau d'expédition normalement inclus dans l'enveloppe prévue à cette fin.

## 2015A 15 (2015-12-18) Période de paiement

1. La période normale de paiement de l'utilisateur autorisé est de 30 jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31<sup>e</sup> jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement conformément à l'article 16.
2. Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, l'utilisateur autorisé avisera l'entrepreneur dans les 15 jours suivant la réception. La période de paiement de 30 jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut de l'utilisateur autorisé d'aviser l'entrepreneur dans les 15 jours n'aura pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 1 servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

## 2015A 16 (2015-12-18) Intérêt sur les comptes en souffrance

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement »

**Pour un utilisateur fédéral désigné**, désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;

**Pour un utilisateur désigné d'une province / d'un territoire**, désigne la date que porte le titre négociable tiré par les autorités compétentes de la province/du territoire afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;

« en souffrance »

désigne la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément au contrat;

« taux d'escompte »

désigne le taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

« taux moyen »

désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement;

2. L'utilisateur autorisé versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser l'utilisateur autorisé pour que l'intérêt soit payable.
3. L'utilisateur autorisé versera des intérêts conformément à cet article seulement si l'utilisateur autorisé est responsable du retard à payer l'entrepreneur. L'utilisateur autorisé ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

## 2015A 17 (2015-12-18) Vérification

Le montant réclamé en vertu du contrat pourra faire l'objet d'une vérification par le gouvernement avant et après le versement du montant. L'entrepreneur doit tenir des comptes et registres appropriés sur les coûts des travaux et conserver tous les documents reliés à ces coûts pendant six ans après le dernier paiement effectué en vertu du contrat.

#### **2015A 18 (2015-12-18) Conformité aux lois applicables**

1. L'entrepreneur doit se conformer aux lois applicables à l'exécution du contrat. Sur demande raisonnable de l'utilisateur autorisé, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.
2. L'entrepreneur doit obtenir et tenir à jour à ses propres frais tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Sur demande de l'autorité contractante, il doit remettre à l'utilisateur autorisé une copie de tout permis, licence, approbation réglementaire ou certification exigé.

#### **2015A 19 (2015-12-18) Droit de propriété**

1. Sauf disposition contraire dans le contrat, le droit de propriété sur les travaux ou toute partie des travaux appartient à l'utilisateur autorisé dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte de l'utilisateur autorisé.
2. Toutefois lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard des travaux, notamment au moyen de paiements progressifs ou d'étape, le droit de propriété relié aux travaux ainsi payés est transféré à l'utilisateur autorisé au moment du paiement. Ce transfert du droit de propriété ne constitue pas l'acceptation des travaux ou de toute partie des travaux par l'utilisateur autorisé ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
3. Malgré tout transfert du droit de propriété, l'entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des travaux ou toute partie des travaux jusqu'à la livraison à l'utilisateur autorisé conformément au contrat. Même après la livraison, l'entrepreneur demeure responsable de toute perte ou endommagement causé par l'entrepreneur ou tout sous-traitant.
4. Lorsque le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux est transféré à l'utilisateur autorisé, l'entrepreneur doit établir, à la demande de l'utilisateur autorisé, que ce titre est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et signer les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige l'utilisateur autorisé.

#### **2015A 20 (2015-12-18) Biens de l'utilisateur autorisé**

L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'utilisateur autorisé dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.

#### **2015A 21 (2015-12-18) Modification**

Pour être en vigueur, toute modification du contrat doit être faite par écrit par l'autorité contractante et le représentant autorisé de l'entrepreneur.

#### **2015A 22 (2015-12-18) Cession**

1. L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Toute cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet. La cession entrera en vigueur suite à l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire.

2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité à l'utilisateur autorisé.

#### **2015A 23 (2015-12-182) Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Si l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat, l'autorité contractante peut, après avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante.
2. Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.
3. Si l'utilisateur autorisé donne un avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article. L'entrepreneur demeure redevable envers l'utilisateur autorisé des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour l'utilisateur autorisé, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement à l'utilisateur autorisé la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, l'autorité contractante peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette à l'utilisateur autorisé, de la manière et dans la mesure que l'autorité contractante qu'il précise, toute partie des travaux complétée et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tous matériaux, pièces, matériel, équipement et travaux en cours que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat.
5. Moyennant la déduction de toute créance de l'utilisateur autorisé envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, l'utilisateur autorisé paiera à l'entrepreneur la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été complétées et il versera à l'entrepreneur le coût que l'autorité contractante juge raisonnable à l'égard des matériaux, pièces, matériel, équipement ou travaux en cours livrés à l'utilisateur autorisé suivant une directive visée au paragraphe 4 et que l'utilisateur autorisé a acceptés.

#### **2015A 24 (2015-12-18) Résiliation pour raisons de commodité**

1. L'autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des travaux, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences prévues dans l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie seulement, l'entrepreneur doit poursuivre l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.
2. Si un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur aura le droit d'être payé les coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat compte tenu qu'il n'a pas déjà été payé ou remboursé par l'utilisateur autorisé. L'entrepreneur sera payé :

- a) sur la base du prix contractuel, pour tous les travaux complétés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été complétés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, pour les travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement; et
  - c) les frais liés à la résiliation des travaux engagés par l'entrepreneur, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement obligé de leur verser.
3. L'utilisateur autorisé peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des travaux, si après inspection, elle ne satisfait pas aux exigences du contrat.
4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement à l'utilisateur autorisé tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

#### **2015A 25 (2015-12-18) Droit de compensation**

Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Canada peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, tout montant payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours. Le Canada peut, en effectuant un paiement en vertu du contrat, déduire du montant payable à l'entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada par l'entrepreneur, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.

#### **2015A 26 (2015-12-18) Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique**

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la [Loi sur les conflits d'intérêts](#) 2006, ch. 9, art. 2, du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du contrat.

#### **2015A 27 (2015-12-18) Honoraires conditionnels**

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#), 1985, ch. 44 (4e suppl.).

#### **2015A 28 (2015-12-18) Sanctions internationales**

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, l'utilisateur autorisé ne peut

accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux [sanctions économiques](#).

2. L'entrepreneur ne doit pas fournir à l'utilisateur autorisé un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement aviser l'utilisateur autorisé s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité conformément à l'article 24.

#### **2015A 29 (2015-12-18) Dispositions relatives à l'intégrité – contrat**

1. Déclaration

- a) L'entrepreneur doit se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et aux modalités des présentes dispositions relatives à l'intégrité.
- b) L'entrepreneur atteste comprendre que les condamnations pour certaines infractions, une fausse déclaration dans sa soumission, une fausse déclaration en vertu du contrat ou le défaut de tenir à jour les renseignements demandés peuvent donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. Si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des condamnations et des absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant la période du contrat, le Canada peut, après une période de préavis, résilier le contrat pour manquement. L'entrepreneur reconnaît qu'une résiliation pour manquement ne restreint pas le droit du Canada d'exercer contre lui tout autre recours à sa disposition, et il convient de remettre immédiatement les paiements

2. Liste de noms

L'entrepreneur doit immédiatement informer le Canada par écrit si des changements ont une incidence sur la liste des noms des administrateurs et des propriétaires pendant la durée du contrat.

3. Vérification des renseignements

L'entrepreneur atteste être informé que ses affiliés et lui-même savent que le Canada peut vérifier en tout temps pendant la durée du contrat les renseignements qu'il fournit, notamment les renseignements sur les actes, les condamnations et les absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisés dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité. Le Canada pourra demander d'autres renseignements, validations d'un tiers qualifié, formulaires de consentement et autres éléments prouvant son identité et son admissibilité à conclure un contrat avec le Canada.

4. Loi sur le lobbying

L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ou convenu de verser, directement ou indirectement, ni ne verseront à quiconque, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat si le versement des honoraires requiert que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#).

5. Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale

- a) L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont plaidé coupable à une infraction en vertu des dispositions suivantes, laquelle infraction entraînerait une incapacité légale en vertu du paragraphe 750(3) du [Code criminel](#), et qu'ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :



- 
- i. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), ou
  - ii. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du [Code criminel](#), ou
- b) L'entrepreneur n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat en vertu de l'alinéa a).
6. Infractions commises au Canada  
L'entrepreneur atteste :
- a) que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années précédant la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable et n'ont pas plaidé coupable concernant une infraction en vertu d'une des dispositions suivantes, pour laquelle ils deviendraient inadmissibles à l'obtention d'un contrat en vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu une absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :
- i. l'article 119 (Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.), l'article 120 (Corruption de fonctionnaires), l'article 346 (Extorsion), les articles 366 à 368 (Faux et infractions similaires), l'article 382 (Manipulations frauduleuses d'opérations boursières), l'article 382.1 (Délit d'initié), l'article 397 (Falsification de livres et documents), l'article 422 (Violation criminelle de contrat), l'article 426 (Commissions secrètes), l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du [Code criminel](#), ou
  - ii. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la [Loi sur la concurrence](#), ou
  - iii. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), ou
  - iv. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la [Loi sur la taxe d'accise](#), ou
  - v. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger), l'article 4 (Comptabilité), ou l'article 5 (Infraction commise à l'étranger) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), ou
  - vi. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#), ou
- b) qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas dirigé, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat.
7. Infractions commises à l'étranger  
L'entrepreneur atteste :

- a) que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années à partir de la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction dans une juridiction autre que celle du Canada, qui, de l'avis du Canada, est similaire à une infraction traitée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale et Infractions commises au Canada, et qui les rendrait inadmissibles à l'obtention d'un contrat conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par un gouvernement étranger :
- i. la cour devant laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés se sont présentés agit dans les limites de ses pouvoirs;
  - ii. l'entrepreneur ou ses affiliés ont participé aux procédures judiciaires ou se sont assujettis à la compétence de la cour;
  - iii. la décision de la cour ne résulte pas d'une fraude; et
  - iv. l'entrepreneur ou ses affiliés ont eu droit de présenter à la cour toute défense à laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés auraient eu le droit de présenter si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada; ou
- b) qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et atteste ne pas avoir ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).
8. Inadmissibilité à l'obtention d'un contrat auprès du Canada
- a) L'entrepreneur atteste comprendre que s'il a été déclaré coupable de certaines infractions après l'obtention d'un contrat, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, il sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution du contrat, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,
- i. résilier le contrat par défaut, ou
  - ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- b) L'entrepreneur atteste comprendre que si tout affilié de l'entrepreneur a été déclaré coupable de certaines infractions, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, l'affilié sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, un affilié de l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution d'un contrat auprès du Canada, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,
- i. résilier le contrat par défaut si, selon le Canada, il est prouvé que l'entrepreneur a ordonné, influencé ou autorisé certains actes, omissions ou infractions qui rendent l'affilié inadmissible ou qu'il y a acquiescé, consenti ou participé, ou

- 
- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- c) L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsqu'il est déclaré inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#), il est également inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par la ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :
- i. résilier le contrat pour manquement; ou
- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- d) L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsque ses affiliés ou lui-même ont été tenus responsables de violations en vertu du paragraphe Loi sur le lobbying, il est inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par le ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :
- i. résilier le contrat pour manquement; ou
- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
9. Déclaration des infractions commises  
L'entrepreneur comprend qu'il a l'obligation continue de déclarer immédiatement au Canada toute déclaration de culpabilité à la suite d'une infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger.
10. Période d'inadmissibilité  
Les règles suivantes déterminent la période pendant laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, ayant été déclaré coupable de certaines infractions est inadmissible à conclure un contrat avec le Canada :
- a) Pour toute infraction citée au paragraphe Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, la période d'inadmissibilité à l'obtention d'un contrat est indéfinie, sujet au paragraphe Pardons accordés par le Canada.
- b) Assujetti à une entente administrative, pour toute infraction citée aux paragraphes Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, selon le cas, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG, sujet aux paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger.
- c) Assujetti à une entente administrative, pour toute question de violation indiquée au paragraphe Loi sur le lobbying pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a été tenu responsable, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG.

11. Pardons accordés par le Canada

En vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, le ministre de TPSG ne rendra ni ne maintiendra une décision concernant l'inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada relativement à une infraction ou à un acte qui donne lieu ou pourrait donner lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou un affilié de l'entrepreneur :

- a) a obtenu une absolution inconditionnelle pour l'infraction, ou une absolution conditionnelle en ce qui a trait à l'infraction et que ces conditions ont été satisfaites;
- b) a obtenu un pardon en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté;
- c) obtenu un pardon en vertu de l'article 748 du [Code criminel](#);
- d) a reçu un avis de suspension dans le cadre de la [Loi sur le casier judiciaire](#);
- e) a obtenu un pardon en vertu de la [Loi sur le casier judiciaire](#) – dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 165 [Loi sur la sécurité des rues et des communautés](#).

12. Pardons accordés par un gouvernement étranger

La détermination d'inadmissibilité à l'obtention de contrats avec le Canada ne peut être faite ou maintenue, selon le cas, par le ministre de TPSG à l'égard des questions mentionnées au paragraphe Infractions commises à l'étranger et par rapport à une infraction ou à un acte qui a donné lieu ou donnera lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés a, en tout temps, bénéficié de mesures étrangères qui sont similaires aux pardons canadiens à la seule discrétion du Canada, d'absolutions inconditionnelles ou conditionnelles, de suspensions du casier ou de la restauration des capacités juridiques par le gouverneur en conseil.

13. Période d'inadmissibilité en raison du non-respect d'ententes administratives

L'entrepreneur atteste comprendre que, s'il a conclu une entente administrative et a enfreint l'une de ses modalités, le ministre de TPSG prolongera la période d'inadmissibilité d'une durée qu'il déterminera.

14. Obligations des sous-traitants

L'entrepreneur atteste comprendre que, dans la mesure où il s'appuie sur un ou des sous-traitants pour l'exécution du contrat, il ne devra pas conclure de contrat de sous-traitance avec une entreprise ayant été déclarée coupable, ou un affilié de cette entreprise ayant été déclaré coupable, de l'une des infractions citées aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et infractions commises à l'étranger, ou ayant plaidé coupable à l'une de ces infractions, selon le cas, et pour laquelle aucun pardon ou mesure équivalente n'a été accordé en vertu des paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger sans l'approbation écrite préalable du ministre de TPSG. Si l'entrepreneur a conclu un contrat avec un sous-traitant inadmissible pour lequel aucune approbation écrite préalable n'a été reçue par le Canada, le ministre de TPSG déclarera l'entrepreneur inadmissible à la passation de contrats avec le Canada pour une période de cinq ans.

**2015A 30 (2015-12-18) Exhaustivité de la convention**

Le contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

## Appendice 1

### Instructions pour compléter le modèle d'offre financière électronique (EFOT)

#### Instructions générales

Les offrants doivent compléter le modèle d'offre financière électronique (EFOT) fourni sous la forme d'une pièce jointe électronique à cette exigence, conformément aux instructions ci-dessous. L'EFOT présenté avec l'offre fera partie de la Liste électronique des prix (Annexe B) dans toute Offre à commandes résultante.

Les offrants qui soumettent une offre peuvent soumettre une offre pour une ou plusieurs groupes (Appareils de musculation, cardiovasculaire, poids libres et divers et réadaptation). Chaque ligne du modèle d'offre financière représente un élément. Les Offrants doivent soumettre 100% des informations demandées pour chacun des groupements de produit dont ils présentent une soumission.

Les offrants doivent enregistrer une copie de l'EFOT en format compatible Excel (.xls ou .xlsx) sur un disque compact (CD) ou disque numérique (DVD) et l'inclure avec leur offre. Les clés USB seront refusées.

#### Modèle de traitement électronique des offres financières

Le modèle d'offre financière électronique sera traité pour évaluation par SPAC en utilisant l'automatisation électronique. Pour ainsi faire, les offrants ne doivent pas modifier le format ou renommer le modèle d'offre financière électronique de quelque façon que ce soit. Au moment de l'évaluation, si le modèle d'offre financière électronique de l'initiateur a été reformaté ou renommé d'une manière qui nuit à ou empêche le traitement automatisé, l'offre peut être considérée comme non recevable.

#### Couleur du champ

Tous les champs de couleur blanc doivent être remplis par l'offrant. Les champs qui changent à une couleur rouge indiquent que les données dans ce champ ne répondent pas à une exigence obligatoire. Les champs gris foncé contiennent des informations fournies par PSPC.

**REMARQUE:** l'utilisation de "Copier" et "Coller" peut avoir un impact négatif sur certaines fonctionnalités de l'EFOT. PSPC suggère que les offrants utilisent la méthode "Copier" et "Collage Spécial - Valeurs".